

# S'écraser pour mieux sauter ?

■ Certains appellent à renforcer politiquement la zone euro. Mais la méfiance règne.

**I**l a fallu d'abord éteindre l'incendie et, maintenant que les cendres retombent, l'heure de l'évaluation des dégâts politiques a sonné.

Les europhiles ont coutume d'affirmer que l'Union n'a jamais aussi bien avancé qu'en réaction à une crise profonde. Guy Verhofstadt, le leader des libéraux et démocrates au Parlement européen, l'a déclaré dès la fin du sommet de l'Eurogroupe : *"Nous devons tirer les leçons de ce thriller grec. Une union monétaire sans union politique n'est pas durable."* Aussi le président français, François Hollande, a-t-il promis *"plus d'intégration"* au sein de la zone euro au cours des mois prochains, sans en dire davantage sur l'orientation politique d'une gouvernance renforcée, qu'on ne peut qu'imaginer au service de l'austérité.

Comme nous l'explique Marco Incerti, chercheur au Centre for European Policy Studies, think tank basé à Bruxelles, *"Wolfgang Schäuble a beaucoup insisté sur le 'Grexit' parce qu'il veut une Union plus politique et que la seule façon d'y parvenir, selon lui, est d'avoir un ensemble politiquement et économiquement plus homogène"* – sans

la Grèce donc. En même temps, *"beaucoup se sont rendu compte qu'ils étaient vraiment au bord du précipice et cela constituera peut-être un 'incentive' pour aller de l'avant"* au sein de la zone euro.

## La confiance perdue

Déjà *"la crise a rendu plus évidente la distinction"* entre les dix-neuf pays partageant la monnaie unique et les neuf autres Etats membres de l'Union. Mais, pour approfondir leurs relations, restaurer une confiance considérablement entamée ces dernières semaines constitue le principal défi des leaders européens. *"Il s'agira de voir s'ils parviendront à surmonter leurs désaccords – et, dans certains cas, on peut parler d'inimitiés – pour rebondir."*

Si, selon Marco Incerti, François Hollande *"a gagné pas mal de crédit et de respect"* à l'issue du sommet, l'Allemagne en revanche a fait *"une très mauvaise opération au niveau relations publiques"*, *"le gouvernement a gaspillé beaucoup de capital politique ces deux derniers jours"* du fait de son intransigence. *"L'Europe a gagné"*, a tweeté lundi matin Peter Altmaier, le directeur de cabinet d'Angela Merkel. Mais Berlin *"a perdu beaucoup de terrain"*, estime Marco Incerti, *"et il va être difficile de le regagner"*.

S.Vt.

## “On va maintenir la Grèce dans la récession”

■ L'économiste Paul De Grauwe (London School of Economics) : *"En réalité, on n'aide pas la Grèce."*

Entretien Vincent Slits

**Quelle est votre première réaction à l'annonce de cet accord entre les pays de la zone euro, la Grèce et ses créanciers ?**

Je suis de ceux qui pensent que le *"Grexit"* (NdLR : une sortie de la Grèce de la zone euro) aurait été pire pour la Grèce. Ceci étant dit, le contenu de l'accord est tel que l'on ne doit pas être trop optimiste non plus dans la mesure où on a maintenu ce carcan de l'austérité alors que l'on sait très bien que cela ne fonctionne pas. Depuis cinq ans, on applique de l'austérité à la Grèce et depuis cinq ans la Grèce est en récession. On sait, en tant qu'économiste, qu'appliquer une politique d'austérité dans un pays en récession contribue à intensifier la diminution de la production et des revenus, et donc des recettes de l'Etat. Résultat : le déficit budgétaire ne diminue pas, ou pratiquement pas. On a abouti alors à ce que l'on voit en Grèce : une hausse du chômage, sans

amélioration sur le front de la situation budgétaire ni de la dette. Et malgré que l'on sache cela – ce constat a même été établi par le Fonds monétaire international (FMI) dans une étude il y a deux ans – on continue dans cette voie. C'est désespérant. Comment se fait-il que certaines personnes n'apprennent pas...

**Ce plan d'aide ne va donc pas permettre, à court terme, de sortir la Grèce des problèmes économiques et améliorer le quotidien des Grecs ?**

Bien sûr que non ! Au niveau de la terminologie, on parle de plan d'aide de la Grèce mais en réalité on n'aide pas du tout la Grèce. Ce que l'on fait, c'est prêter de l'argent à la Grèce afin que celle-ci puisse rembourser ses créanciers. Cela permet de maintenir la valeur des créances des pays créanciers vis-à-vis de la Grèce. C'est un circuit d'argent que l'on organise mais il n'y a pratiquement rien qui restera en Grèce au bout du compte. Parler d'un plan d'aide n'est donc pas le terme approprié. Et on pousse la Grèce vers des conditions d'austérité qui ont comme effet

de maintenir l'économie dans la récession et donc de ne pas résoudre les problèmes.

**Que fallait-il faire alors ? Effacer une partie de la dette grecque actuelle ?**

Bien sûr et reconnaître aussi qu'une partie de la dette grecque a déjà été restructurée par le passé. Il fallait ajouter à cette première restructuration un allègement supplémentaire et affaiblir ce programme d'austérité afin de sortir la Grèce de la récession.

**A vous entendre, les dirigeants européens se retrouveront, à nouveau, dans un an, deux ou trois ans au chevet de la**

Grèce...

C'est très probable en effet...

**L'Europe a raté, selon vous, une responsabilité historique de changer de paradigme économique en allégeant les dettes de la Grèce et en misant davantage sur la relance économique ?**

Oui. Je constate que l'on maintient ce paradigme de l'austérité à l'encontre de l'évidence économique.

**Est-ce le résultat d'une idéologie politique ou les gouvernements sont-ils prisonniers de leurs opinions publiques et ont dès lors une marge de manœuvre très réduite ?**

L'opinion publique de plusieurs pays a en effet pris une attitude moralisatrice dans ce dossier avec un principe : puisque la Grèce a commis des erreurs ou s'est mal comportée – je ne vais pas nier les erreurs des gouvernements grecs consécutifs – il faut les punir. C'est un fait politique qui rend très difficile un accord. Ce désir de punir reste très intense. Il y a aussi le mythe que l'on a érigé : les Grecs sont corrompus, sont fainéants et nous demandent de l'argent. Et nous, nous sommes forcément vertueux et travailleurs. Pourquoi, dès lors, devrions-nous encore payer pour eux ?

**Certains observateurs disaient ce lundi matin qu'il y avait une volonté des diri-**

**geants européens d'humilier le peuple grec. Est-ce votre avis ?**

Certains dirigeants européens ont peut-être eu cette volonté, sans doute pas tous. Mais même s'ils ne l'ont pas eu de façon consciente, le fait est qu'il s'agit quand même bien d'une humiliation. On a dit aux Grecs qu'ils devront changer de système juridique... en trois jours. Comment peut-on chan-

ger un système juridique en trois jours ? Cela prend des mois, sinon des années... Ce sont un peu comme des armées victorieuses qui arrivent à Athènes et qui imposent leur volonté. Si nous étions traités de la même façon, nous nous sentirions, nous aussi, humiliés.

**Y a-t-il eu, selon vous, la volonté de faire payer à Alexis Tsipras le fait qu'il est à la tête d'un gouvernement de gauche radi-**

**cale ?**

C'est possible qu'il y a eu chez certains cet objectif-là mais je ne peux pas prouver cela...

**Etes-vous inquiet pour l'avenir du projet européen ?**

Absolument. On a employé des méthodes brutales, des diktats qui proviennent d'un pays – l'Allemagne – qui force les autres à accepter cette domination allemande. Connaissant l'histoire, cela fait peur...

**Oui, mais il y a eu d'autres pays – les Pays-Bas, les pays baltes notamment – qui ont adopté une ligne tout aussi intransigeante vis-à-vis de la Grèce...**

Oui et je n'en comprends pas la raison mais c'est un fait qu'ils se sont alliés à cette position dure et sans merci.

## “J’ai été le premier à comprendre”

■ Charles Michel  
a tweeté avant l'annonce  
d'un accord. Il s'en explique.

Entretien Jonas Legge

**C**harles Michel a été le premier à annoncer au monde entier qu'un accord avait été trouvé, ce lundi matin, entre la Grèce et ses créanciers en vue d'un 3<sup>e</sup> plan d'aide. LaLibre.be a interrogé le Premier ministre belge pour connaître les coulisses de cette annonce qui n'a pas été directement confirmée par d'autres dirigeants.

**Pourquoi avez-vous été le premier à tweeter qu'un accord avait été conclu ?**  
J'ai été fort impliqué toute la nuit. Peut-être que j'ai donc été le premier à comprendre qu'on avait un accord. Je pense que les autres avaient encore un petit doute sur le fait que ça allait fonc-

tionner mais j'ai été le premier à comprendre que cette fois-ci on y était.

**Vous n'aviez donc pas décidé, entre dirigeants, que la Belgique allait annoncer la nouvelle ?**

Non, pas du tout. On était dans la rédaction des derniers points qui posaient des difficultés. La discussion était en train de se finaliser et j'ai tweeté dès que j'ai senti que c'était bon.

Moi j'en étais certain parce que j'avais parlé avec beaucoup de monde tout au long de la nuit : Tsipras, Hollande, Merkel. Au moment où l'on allait recevoir la dernière version du texte, j'ai donc compris que c'était bon.

**Les réunions en petit comité – surtout celle regroupant Hollande, Merkel, Tsipras et Tusk – ont été nécessaires pour parvenir à un accord ?**

Celle-là a été utile, oui. Mais il y a eu énormément de contacts dans tous les sens, et pas que dans ce format-là.

Il y a d'abord eu beaucoup de coordination “Benelux”. J'ai parlé beaucoup avec Mark Rutte (Premier ministre des Pays-Bas), Xavier Bettel (Premier ministre du Luxembourg), François Hollande, Angela Merkel. Mais aussi beaucoup avec Matteo Renzi (président du Conseil des ministres italien).

**Avez-vous dû beaucoup batailler pour faire céder Tsipras ?**

Non, je n'ai pas dû batailler pour faire céder Tsipras aux exigences. Quand on est à une table à 19, il y en a 7-8 qui sont plus dynamiques, qui interviennent plus.

J'étais dans ce groupe en essayant de rapprocher les points de vue, d'adoucir les positions, que chacun fasse des efforts.

Renzi essayait aussi de défendre les points de vue de Tsipras. On était quelques-uns à avoir vraiment envie qu'il y ait une solution et ne pas permettre qu'une radicalité, d'un côté ou de l'autre, amène à l'accident.

## Voici le cahier des charges de la Grèce

■ Inventaire des conditions fixées par les Etats membres de la zone euro à l'octroi d'un 3<sup>e</sup> plan d'aide à la Grèce.

**L**e document fait sept pages. Intitulé “Déclaration du sommet de la zone euro”, il liste les conditions à remplir par le gouvernement grec pour décrocher un troisième plan d'aide de ses créanciers (représentés par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international). Les besoins de financement sont situés entre 82 et 86 milliards d'euros.

Dans son préambule, le texte insiste sur la “nécessité cruciale” de rétablir la confiance entre le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras et ses dix-huit par-

tenaires de la zone euro. C'est là une condition préalable d'un “éventuel futur accord” sur un nouveau programme du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Un calendrier très strict est imposé à Athènes. Ainsi, pour ce mercredi 15 juillet, il est demandé d'adopter une première série de quatre mesures : rationaliser le régime de TVA et élargir l'assiette fiscale afin d'accroître les recettes; améliorer la viabilité du système des retraites; garantir l'indépendance de l'institut national de la statistique (Elstat); mettre en place une autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de dérapage par rapport aux objectifs budgétaires d'excédents primaires (c'est-à-dire hors les charges d'intérêt sur la dette publique). Il est aussi demandé, pour le 22 juillet, d'adopter un

code de procédure civile et de transposer, en droit grec, une directive sur le renflouement des banques.

Voilà pour le préambule. Pour le surplus, et sans entrer dans tous les recoins de l'accord, on peut le synthétiser en huit grands chapitres.

**1 Réformes.** En plus des préalables mentionnés ci-avant, les créanciers exigent un *"ambitieux"* programme de réformes des retraites et des réformes *"plus importantes"* du marché intérieur (ouverture des magasins le dimanche, propriété des pharmacies, etc.). Ils réclament aussi la privatisation de l'opérateur de distribution d'électricité, une modernisation du marché du travail (dont la réforme des règles de négociation collective, du droit de grève et des licenciements collectifs) et un renforcement du secteur financier.

**2 Privatisations.** Point très sensible de la négociation, il est finalement demandé à M.Tsipras d'élaborer *"un programme de privatisation nettement plus étoffé"*, à travers la création d'un fonds ad hoc. *"Les actifs grecs de valeur seront transférés à un fonds indépendant qui les monétisera par des privatisations ou d'autres moyens."* Ce fonds devra générer 50 milliards d'euros, dont 50 % serviront à recapitaliser les banques grecques; 12,5 milliards serviront au désendettement et 12,5 milliards pour des investissements. Ce Fonds – que les Allemands avaient espéré localiser au Luxembourg – sera basé en Grèce et géré par les autorités grecques *"sous la supervision des autorités européennes"*.

**3 Fonction publique.** Il est demandé de réduire le coût de la fonction publique et l'influence qu'a sur

elle la sphère politique. Les premières propositions en la matière devront avoir été transmises d'ici le 20 juillet.

**4 Le retour des "institutions".** Commission européenne, BCE et FMI auront un droit de regard sur certains projets de lois ou de référendum.

**5 Annulation de mesures.** Autre point sensible : la Grèce va devoir réviser certaines des mesures adoptées par le gouvernement d'Alexis Tsipras, car contraires aux engagements des précédents gouvernements grecs.

**6 Gérer l'urgence.** Les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à l'Eurogroupe de trouver une solution transitoire pour permettre à la Grèce de faire face à ses besoins urgents de financements (12 milliards d'euros d'ici mi-août) et pour lui permettre de payer ce qu'elle doit, notamment au FMI.

**7 Banques.** Un éventuel nouveau programme du MES devra intégrer l'apport d'un matelas de fonds propres de 10 à 25 milliards d'euros pour les banques (recapitalisation et/ou liquidation).

**8 Dette.** L'Eurogroupe se dit prêt à évaluer, *"si nécessaire"*, des mesures additionnelles (allongement des périodes de grâce et délais de remboursement), mais seulement si la Grèce a respecté ses engagements. Toute décote nominale de la dette grecque est exclue.

P.-F.L.

## Les problèmes ne font que commencer

■ Pas moins de huit Parlements nationaux doivent donner leur feu vert, dans les tout prochains jours, à l'accord de la zone euro.

**R**ien n'est fait ! L'accord conclu hier matin par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro fixe une série de conditions préalables à l'entame de négociations sur un troisième plan d'aide en faveur de la Grèce. L'essentiel du fardeau repose sur les épaules grecques. Dès ce mercredi, le Parlement grec doit ainsi voter le projet d'accord négocié par Alexis Tsipras avec ses dix-huit homologues de la zone euro. Les membres de la "Vouli" devront aussi adopter un premier paquet de mesures (lire ci-contre). M.Tsipras sera attendu de pied ferme par des députés de sa propre majorité. Il pourra, en revanche, compter sur le soutien d'une large partie de l'opposition. On n'ose évidemment pas imaginer ce qui se passerait en cas de rejet...

D'autres pays sont aussi impliqués dans ce processus de validation parlementaire de l'accord. Outre le Parlement grec, sept autres assemblées sont concernées (Allemagne, Autriche, Finlande, Estonie, Lettonie, Slovaquie et France). Dans certains cas, les débats pourraient s'avérer orageux. On pense à la Finlande. Le gouvernement de Juha Sipilä, auquel participe le parti eurosceptique des Vrais Finlandais, doit présenter *"dans les pro-*

### Double vote au Bundestag

En Allemagne, les membres du Bundestag devront se prononcer à deux reprises. Vendredi matin, d'abord, ils voteront en vue de donner au gouvernement Merkel le mandat de négocier la nouvelle aide à la Grèce. Ensuite, le Bundestag devra revoter pour avaliser l'accord. Angela Merkel, qui dispose d'une très large majorité au Bundestag, ne doit se faire aucun souci.

En Autriche, le vote du Parlement interviendra jeudi ou vendredi. L'aval des députés autrichiens, là aussi, ne fait pas de doute. Une issue positive est également attendue en Estonie (vote prévu jeudi). Ce sera plus compliqué en Lettonie (date non déterminée) et en Slovaquie (où un feu vert sera demandé à la Commission parlementaire aux Affaires européennes). En France, le président François Hollande a indiqué que le vote de l'Assemblée nationale aurait lieu ce mercredi. L'appro-

bation ne fait pas de doute.

En Belgique (lire aussi ci-contre), au Luxembourg, en Irlande, à Chypre, en Slovaquie, en Lituanie, à Malte, en Italie, en Espagne et au Portugal, les Parlements ne procéderont pas à un vote. Aux Pays-Bas, le ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a prévu d'informer les députés mercredi, mais aucun vote n'est prévu.

P.-F.L.

*chains jours"* sa position à une "grande commission" de 25 députés (sur les 200 que compte le Parlement).

# Hollande évite d'en faire trop, mais savoure l'instant

■ Et il ne s'embarrasse même pas de lui-même recadrer la droite sarkozyste, confuse.

**Bernard Delattre**  
Correspondant permanent à Paris

**N**e pas trop donner dans l'auto-congratulation. Car cet accord fut long et laborieux, son élaboration a tendu l'axe Paris-Berlin, et son issue imposera à la Grèce une cure d'austérité dont François Hollande peut difficilement s'extasier, lui qui ne reconnaît même pas mener une politique de rigueur dans son propre pays. Mais, pour autant, souligner le moment. Et ne pas se laisser marcher sur les pieds ni rudoyer par quiconque, a fortiori pas par Nicolas Sarkozy. Telles ont été les axes subliminaux de la communication de l'Elysée, lundi.

**"Un grand président de la République"**

Ainsi, si le chef de l'Etat français a salué *"une décision à bien des égards historique"*, et jugé qu'il était du *"devoir"* de la France d'avoir œuvré à *"trouver un bon chemin pour l'Europe"*, il a laissé à d'autres le soin de faire ses louanges. Manuel Valls a donc dit sa *"fierté"* de travailler aux côtés d'*"un grand président de la République"*, à la *"méthode"* si *"intelligente"* et si *"fine"*. Et l'armada des barons socialistes a encensé la *"ténacité"*, le *"poids"*, le *"savoir-faire diplomatique"* et la *"détermination"* de François Hollande. Quant à la minimisation des tensions franco-allemandes, s'en sont chargés le représentant français à

la Commission, le PS Pierre Moscovici (*"Pas de déchirement du couple franco-allemand."*), et l'ambassadeur d'Allemagne en France (*"Le couple franco-allemand fonctionne à merveille !"*).

Les socialistes n'en ont pas moins fait feu sur Nicolas Sarkozy. Qui, dimanche soir, dans un timing curieux, avait publiquement sommé son successeur de *"se ressaisir"*. *"Quand on est un ancien président, on n'affaiblit pas la position de la France, on aide son pays, on est à la hauteur de ses responsabilités"*, l'a recadré Manuel Valls. Et l'arrière-banc socialiste d'assassiner les *"propos honnêtes"* d'un *"personnage à l'incommensurable médiocrité"*, qui serait uniquement animé par un *"désir de revanche"* après sa défaite de 2012.

***"Quand on est un ancien président, on n'affaiblit pas la position de la France, on aide son pays, on est à la hauteur de ses responsabilités."***

**MANUEL VALLS**

Les socialistes, le Premier ministre en tête, ont fait feu sur Nicolas Sarkozy. Qui, dimanche soir, dans un timing curieux, avait publiquement sommé son successeur François Hollande de *"se ressaisir"*.

**Guère de changement, sur le plan interne**

Loin des mâles indignations de l'extrême droite et de l'extrême gauche, la droite sarkozyste, comme prise de court par un accord qu'elle n'aurait pas anticipé, en a été réduite à bredouiller des réactions contradictoires. Se félicitant que l'hôte de l'Elysée se soit *"ressaisi"*, mais minimisant son *"rôle relativement mineur"* tout au long de cette séquence européenne.

Une séquence dont François Hollande ne devrait pas tirer un grand bénéfice, en interne. L'Europe aurait-elle échoué que la perception – déjà tenue – qu'ont les Français de l'influence de l'intéressé (et donc de sa présidentialité), aurait été encore amoindrie. Pour autant, il serait étonnant que l'accord engrangé fasse beaucoup bouger les lignes au niveau hexagonal, les Français se déterminant traditionnellement peu sur les questions internationales.

# Les députés irréductibles du camp CDU-CSU ne démordent pas

■ Le Bundestag se penchera vendredi sur le plan d'aide. Merkel devrait avoir une majorité.

**Marcel Linden**  
Correspondant en Allemagne

Les députés "euro-rebelles" du camp CDU-CSU vont pousser de hauts cris, quand le Bundestag devra accorder au gouvernement Merkel un mandat pour l'engagement de négociations sur le troisième plan d'aide en faveur de la Grèce. Plusieurs parlementaires ont déjà annoncé qu'ils voteraient contre.

Le député CDU très médiatique Wolfgang Bosbach, qui avait déjà opposé un refus à la prolongation du deuxième programme d'aide en février, dit qu'il dira non, les nouveaux crédits augmentant de façon inconsidérée le risque financier de l'Allemagne. Le député CSU bavarois Hans Michelbach, chef des députés CDU-CSU à la commission des finances, tonne : "Athènes a toujours trouvé des prétextes

pour ne pas appliquer les réformes promises." Et d'ajouter que "l'Union européenne ne doit pas, à cause d'un pays obstiné à s'endetter, dégénérer en une com-

munauté où prévaut la violation du droit".

"Les Grecs nous ont énervés assez longtemps"

Thomas Strobl, vice-président CDU, votera pour, mais il trouve que "les Grecs nous ont énervés assez longtemps". Lors du vote de février dernier 29 députés CDU-CSU avaient dit non et 118 avaient voté pour contre leur gré : ils

avaient émis des réserves dans l'hémicycle ou de façon écrite. Cette fois, la chancelière serait affaiblie, si par exemple plus de la moitié des 311 députés de son camp votaient contre elle. Toutefois, en près de 70 ans jamais les députés de droite n'ont lâché de la sorte un chancelier CDU. De toute façon, Merkel aura probablement une majorité grâce aux votes des sociaux-démocrates, des verts et d'une partie des députés de "Die Linke", les seuls qui sont pro-Syria.

A Bruxelles la chancelière a, "tout a fait convaincue", conseillé aux députés

de dire oui. Elle a exclu qu'elle pose la question de confiance. En fait, même les plus farouches pourfendeurs du laxisme budgétaire devraient saluer le résultat obtenu par la chancelière et le sévère Wolfgang Schäuble. Thomas Oppermann, le chef du groupe social-démocrate, qui s'est si-

gnalé par sa fermeté à l'égard d'Athènes, est confiant que "le Bundestag donnera son approbation à une large majorité". Tina Hassel, qui dirige la rédaction berlinoise de la chaîne ARD, relève que le compromis de Bruxelles a "fortifié la chancelière, qui a pu imposer l'empreinte allemande". Selon le président du Bundestag, Norbert Lammers, le parlement, actuellement en congés d'été, pourrait approuver le mandat vendredi. Les députés doivent avoir des réunions de groupe jeudi. La semaine prochaine, le parlement pourrait entériner l'accord trouvé avec la Grèce. L'opinion semble assez réservée après le sommet : Merkel et Schäuble sont très populaires, mais les Allemands redoutent un grave différend avec la France et ne veulent surtout pas qu'on les accuse de vouloir dominer l'Europe.

## 311

**DÉPUTÉS CDU/CSU**

Angela Merkel serait affaiblie si plus de la moitié des 311 députés de son camp au Bundestag votaient contre elle. Toutefois, en près de 70 ans, jamais les députés de droite n'ont lâché un chancelier CDU.

## Les Grecs encaissent le choc, sous un soleil de plomb

■ Choc, punition, humiliation : trois mots qui revenaient en boucle ce lundi matin dans les rues d'Athènes.

**Reportage Angélique Kourounis**  
Correspondante en Grèce

Athènes semblait sonnée dès le réveil ce lundi matin. Les rues étaient presque vides. Peut-être à cause du soleil de plomb, peut-être à cause du choc des informations qui se sont succédées toute la nuit pour aboutir à ce sentiment ambivalent d'être toujours dans l'eurozone mais de se sentir plus une colonie qu'un Etat souverain à part entière.

Sur la place du quartier étudiant d'Exarchia, Ilias, chômeur âgé de 33 ans, savoure son souvlaki quotidien, à 1,80€ : c'est son seul repas du jour. Pour lui, trois mots caractérisent ces réformes : choc, punition, humiliation. "Ce qui est arrivé est un choc", dit-il. "En réalité, nous continuons la route qui a mené le pays dans cette situation. Il va y avoir plus de chômage, d'humiliation. La pauvreté a atteint ses limites, ça va aller de mal en pis. C'est un nouveau mémorandum d'austérité alors que les gens ont voté Syriza pour justement se débarrasser de l'austérité. Mais elle revient pire qu'avant. Maintenant les gens se sentent humiliés et ça, c'était le but des Européens. Ils voulaient punir le peuple grec et leur dire - Quoi que vous

puissiez voter, ce sera toujours l'austérité et rien d'autre -."

**Entre rage et honte**

Ses amis autour de lui sont tous d'accord. Ils avaient tous voté non au référendum et tous se sentent trahis. Un peu plus loin, en remontant vers la place de la Constitution, Marios et Antonis, la trentaine, sont assis sur une terrasse. Cyniquement, ils trinquent "au nouveau mémorandum d'austérité." Pour eux, ce qui s'est passé ce week-end à Bruxelles est une "farce". Même si le plan est adopté au Parlement, "il ne pourra jamais être appliqué." Ils parient sur des élections d'ici la Noël et de sérieuses tensions sociales d'ici là. Ils avaient voté non eux aussi et c'est ce qui enrage le plus Marios. "Le non l'a emporté à plus de 61 % et pourtant ils appliquent des mesures d'austérité jamais vues. C'est dénigrer l'institution sacrée du référendum !"

Dora Oikonomides, traductrice et très active sur les réseaux sociaux, se demande elle "s'il y a une seule personne au monde qui croit vraiment que les privatisations vont amener 50 milliards d'euros ? C'est un gag ?".

Stavros, 55 ans, a encore les yeux rougis d'avoir pleuré toute la nuit en suivant les négociations. "Tant d'espoirs pour ça ? Il n'aurait pas dû nous faire croire qu'on pouvait y arriver. Qu'on pouvait changer la situation."

Iordannis, 56 ans, rencontré place de la Constitution, n'en veut pas à Alexis Tsipras, "il s'est battu pendant 5 mois. Il n'avait pas d'expérience. Il a joué son va-tout et il a perdu. Là où il était arrivé, il n'avait plus le choix. Il devait signer mais ces 5 mois de lutte sont partis pour rien. On repart à zéro."

Et cet homme qui fait trois boulots par jour, "Trois part time" comme il dit, chauffeur, vendeur et économiste, s'inquiète. "Je ne sais pas comment ces impôts vont pouvoir être payés. Il n'y a pas de travail. Dans trois ans, on sera au même point."

Michalis, "la trentaine", employé dans le privé dans le secteur hôtelier, est plus tranché. "Je me suis senti honteux en tant que Grec qu'il ait tout accepté de l'Europe. C'était la pire des hu-

miliations. Il aurait dû partir à la dernière minute. Quitter ces négociations. On aurait trouvé une autre route. L'Europe, c'est la solidarité, pas l'humiliation. On a succombé à l'Allemagne dont le plus grand homme politique est Hitler. C'est

une honte !"

Kaliopie, journaliste d'une cinquantaine d'années, est hors d'elle. Elle n'arrive toujours pas à calmer sa colère. "J'ai pleuré pendant deux jours, maintenant je vomis cette Europe. Aux prochaines élections, je voterai sciemment Aube Dorée pour foutre en l'air ce système." Une mère de famille qui passait par là, l'entend vient vers elle. "Ne fais pas ça. Il n'a pas eu le choix. On est dans l'euro. Le reste n'a pas d'importance. On y arrivera."

# Tempête sur Syriza

■ Alexis Tsipras risque donc de devoir compter sur l'opposition. Vers un remaniement ministériel ?

**Angélique Kourounis**  
Correspondante à Athènes

**D**epuis lundi matin, Nikos Filis, porte-parole du groupe parlementaire Syriza, fait le tour des plateaux télévisés pour expliquer l'inexplicable : comment un gouvernement de gauche va devoir appliquer une politique ultralibérale alors même qu'il y a dix jours le peuple grec s'était prononcé par 61,5 % via référendum contre toute mesure d'austérité et qu'il y a quatre jours le plan de réformes proposées par Alexis Tsipras, qui cumulait 12,5 milliards d'économies, avait emporté l'aval du Parlement à une majorité écrasante.

Certes, Syriza y avait déjà laissé des plumes : 17 des 149 députés de Syriza avaient refusé de voter "oui" : soit en votant ouvertement contre (2), soit en s'abstenant (8) soit en étant absents (7) comme avait choisi de faire l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis. Depuis et alors qu'Alexis Tsipras bataillait à Bruxelles pour sauver les meubles, 15 autres députés de Syriza qui ont voté "oui" ont annoncé, dans une lettre, qu'ils n'allaient pas voter pour le plan de réformes que Tsipras allait ramener.

Autant dire que Syriza est à n'en pas douter divisé en deux.

D'un côté, les purs et durs menés par Panagiotis Lafazanis, ministre de l'Énergie, et Dimitris Stratoulis, ministre en charge du dossier épineux des Retraites, qui se sont tous deux abstenus de voter en faveur du plan

de réformes de vendredi dernier, mais aussi Zoé Konstantopoulou, la puissante présidente du Parlement, également abstentionniste qui ont déclaré qu'il n'était pas question pour eux "de voter des mesures que le peuple avait rejetées par référendum une semaine plus tôt".

## Redistribution des cartes

Du coup, Alexis Tsipras risque donc de devoir compter sur l'opposition, Nouvelle Démocratie (conservateurs), Pasok (socialistes) et Potami (centre droit) pour faire entériner les réformes exigées d'ici au 15 juillet. Dès lors se pose le problème de la crédibilité d'un Premier ministre de gauche soutenu pas des partis de droite pour appliquer une politique libérale. Insoutenable ! D'où les appels répétés lundi matin de Nikos Filis, pathétique et maladroit, à la télévision pour que "tous les députés" y compris les ministres qui avaient voté contre le premier plan d'austérité rallient Alexis Tsipras. "Car l'heure est historique." La plateforme de gauche Iskra à symboliquement répondu "qu'il prenne le train du Pasok. Nous ne le soutiendrons pas". Lundi en début de soirée, 50 députés Syriza avaient déjà fait savoir qu'ils se désolidariseraient d'Alexis Tsipras.

Aussi la tentation d'un remaniement ministériel pour se défaire de son aile gauche est grande pour Alexis Tsipras mais il n'est pas dit qu'il le fera d'autant que Zoé Konstantopoulou a déclaré net : "Je ne vais nulle part, je reste où je suis."

Alexis Tsipras – encore très populaire au sein de la population qui lui reconnaît qu'il s'est battu "comme un lion" et qu'il "a sauvé la place de la Grèce dans l'euro zone" – va donc probablement jouer l'attente. Selon les derniers sondages, Syriza devance de 19 points son principal adversaire, la Nouvelle Démocratie, avec 38,5 % d'intentions de vote. Pourquoi créer une instabilité alors qu'il a besoin de toutes ses forces ?